

## **Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie sur les tarifs et conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz naturel**

EFET remercie la CRE de la possibilité qui est offerte aux acteurs du marché à travers cette consultation de prendre part de façon officielle aux décisions relatives aux évolutions du marché de gaz naturel en France.

Les questions en débat dans cette consultation sont susceptibles d'avoir des répercussions directes sur le bon fonctionnement du marché de gaz français et sur l'intégration des marchés gaz en Europe et d'avoir également une influence indirecte sur le fonctionnement du marché de l'électricité en France. C'est pourquoi il nous semble important que les orientations prises au niveau national soient orientées dès à présent vers cet objectif d'intégration des marchés au niveau Européen et de fluidité pour les opérations de trading.

D'une façon générale, EFET est favorable à ce que les gestionnaires de réseau prennent en charge une partie de la complexité structurelle du réseau afin d'offrir une zone de marché rassemblant suffisamment d'acteurs ayant des besoins complémentaires de façon à permettre le développement d'un marché animé et liquide. De ce point de vue, le succès indéniable du PEG Nord et le développement observé sur le marché après la fusion des trois précédentes zones de prix, constatés à juste titre dans les derniers rapports CRE, ne constituent pas une surprise pour EFET : cela démontre l'importance de la mise en place d'une architecture de marché adéquate et cela doit effectivement inciter la CRE et les gestionnaires de réseaux français à poursuivre leurs efforts d'intégration sur le marché du gaz. Il est important à ce titre de ne pas perdre de vue que l'évolution la plus structurellement favorable au développement de marché du gaz en France serait la fusion à terme des zones PEG Nord et PEG Sud. Il est important que les évolutions intermédiaires envisagées ne conduisent pas à retarder les études et les possibilités de mise en œuvre de cette évolution majeure.

En ce qui concerne les estimations chiffrées sur les coûts de gestion et en ce qui concerne sur les propositions de hausses tarifaires, EFET s'étonne du caractère approximatif des chiffres avancés et s'interroge parfois sur le bien-fondé de la répercussion de ces coûts sur les utilisateurs du réseau (ex : frais relatifs aux études abandonnées). Il convient sans doute de faire la part des choses entre ce qui relève des coûts relatifs aux services rendus aux utilisateurs et des coûts éventuellement autres. Il convient également de s'assurer que la prise en compte de ces charges dans le tarif incite malgré tout les gestionnaires de réseaux à pratiquer une gestion performante de leurs installations et de leurs services (rémunération incitative).

Vous trouverez ci-joint nos contributions détaillées sur les questions posées sur lesquelles nous disposons de suffisamment d'éléments pour formuler une réponse commune dans les délais impartis.

### **1. Etes-vous favorable à la fusion des zones Nord H et Nord B au 1er avril 2013 ?**

EFET est favorable à une fusion réelle entre les zones PEG Nord H et PEG Nord B au plus tôt.

Une telle opération permettrait de renforcer la consommation locale du nouveau PEG Nord fusionné, d'augmenter ses capacités d'import (par les capacités Taisnières B en sus des capacités du PEG Nord H actuel) ainsi que la base de stockage locale (par les capacités du PITS Sédiane B en sus des capacités du PEG Nord H actuel). Cette évolution, qui s'inscrirait également dans le sens de celle observée aux Pays-Bas, devrait bénéficier à la liquidité du PEG Nord dans son ensemble et faciliter les activités de certaines entreprises sur la zone PEG Nord B actuelle.

En ce qui concerne la hausse des termes tarifaires de 0.8% avancée dans la consultation, elle ne remet pas en cause l'intérêt important de cette évolution. EFET ne dispose cependant pas des éléments permettant de juger de la pertinence des coûts associés à ce service et invite la CRE à s'assurer avec la plus grande attention à ce que seuls l'ensemble des surcoûts soient justifiés et vérifiés.

Il semblerait à ce titre judicieux que le détail des coûts qui serviront de base à l'offre réglementée permettant cette fusion soient rendus publics et suivis de près par la CRE.

EFET souhaiterait également qu'une attention particulière soit portée à la répartition de la hausse considérée entre les termes du réseau national (PIR, PITTM, PITS) et ceux du réseau régional. L'augmentation continue des termes nationaux pourrait faire craindre des sous-réervations chroniques de capacités aux points d'entrée et être au final défavorable aux imports en France.

### **2. Etes-vous favorable à la mutualisation totale du coût de conversion du gaz H en gaz B (service base uniquement) dès le 1er avril 2011 ?**

Il est important de remarquer que l'abaissement du coût de conversion H vers B à 0 n'est pas une fusion réelle des deux zones de prix. Du fait des règles d'allocation des capacités de base et des nominations à réaliser, EFET ne voit pas réellement comment une telle situation conduirait à une augmentation de la liquidité sur le PEG Nord B. A l'inverse, les acteurs présents sur le PEG Nord H, dont beaucoup de nouveaux entrants, devraient supporter une hausse tarifaire (+0.8%) en plus de celle déjà conséquente envisagée par GRTgaz (+5.9% !).

EFET n'est donc pas favorable à cette mesure transitoire et souhaiterait que soit mise en œuvre une fusion réelle au plus tôt et si possible avant le 01/04/13.

### **3. Quels enseignements tirez-vous des résultats de l'étude réseau menée par GRTgaz et TIGF ?**

EFET tient au préalable à souligner son intérêt pour ce genre de notes didactiques communes à GRTgaz et TIGF concernant le réseau français. EFET regrette néanmoins le défaut de communication relatif aux travaux de développement sur l'interface PS/TIGF ainsi que, plus encore, sur le développement des capacités de stockage en zone TIGF.

EFET retient de cette note qu'à minima en 2013, les risques de congestions entre les zones PS et TIGF sont extrêmement faibles ouvrant la voie à une fusion des deux zones. EFET souligne que la véritable question devrait en effet être la fusion pure et simple des zones et non uniquement la mise à zéro du terme tarifaire entre ces zones (cf. réponse à la question Q4 ci-dessous). Une fusion pure et simple semble donc atteignable du fait de la faible probabilité des risques de congestion.

Pour répondre à ces risques résiduels, EFET souligne que les TSO pourraient s'appuyer sur la contractualisation d'un service de flux minimum avec les opérateurs historiques (type de service à l'instar de celui fourni par GdF Suez sur la conversion H vers B... à la base du projet de fusion des zones Nord H et Nord B) ou de capacités de stockage de sécurité. Vu la faiblesse du risque de congestion, on peut très raisonnablement supposer que le coût d'un tel service ou stockage serait extrêmement limité au regard du transit national.

EFET regrette qu'il ne soit pas fait référence dès à présent à des études sur le changement des règles opérationnelles entre les zones PS et TIGF ou relatives à une fusion pure et simple entre ces deux zones à l'horizon 2013 ou bien même encore plus importante sur les possibilités d'une fusion entre les zones PEG Nord et PEG Sud, à un horizon 2015 par exemple.

Ces points nous semblent absolument indispensables car le développement à venir du marché de gaz français passe selon nous par la fusion des zones d'équilibrage Sud et TIGF et encore plus par la fusion des zones Nord et Sud (cf. réponse à la question 4).

**4. Etes-vous favorable à une diminution du terme tarifaire à l'interface entre les zones TIGF et GRTgaz Sud au 1er avril 2011, si la création d'une place de marché unique au 1er avril 2013 est retenue ?**

EFET est favorable à la fusion pure et simple des zones Sud et TIGF dès que possible, à condition que cette évolution n'entraîne pas de délais supplémentaires pour la fusion ultérieure des zones Nord et Sud qui doit rester la priorité essentielle pour le développement du marché de gaz français.

La fusion entre les zones Sud et TIGF permettrait d'augmenter favorablement la base de consommation locale ainsi que les sources d'approvisionnement (Nord, Fos, Espagne) et de stockage. Néanmoins, la fusion des zones Nord et Sud apparaît autrement plus prioritaire par rapport à cette évolution: en fusionnant les deux principales zones de consommation françaises (incluant, au passage, toutes les CCGT françaises en production ou projet) avec un profil varié de sources d'approvisionnement (deux terminaux, gaz russe, norvégien, hollandais ou britannique) et une base élargie en terme d'accès au stockage, cette zone aurait le potentiel d'un hub véritablement important au niveau Européen. A l'inverse, en comparaison, la fusion des zones TIGF et Sud sera une zone plus enclavée, plus petite et avec un risque que le manque de liquidité de TIGF ne contamine au moins partiellement la zone Sud.

EFET est très clairement défavorable à la diminution du terme tarifaire entre les zones Sud et TIGF dans l'attente de la fusion entre les zones Sud et TIGF.

Fixer le terme tarifaire à 0 ne résoudrait pas les problèmes de nombreux acteurs pour pénétrer la zone TIGF, comme le souligne justement TIGF, et pourrait même en créer de nouveaux risques de surréservation en cas de mécanisme d'allocation de capacités gratuites, ainsi qu'un risque sur l'équilibrage des expéditeurs en cas d'écêtement (avec des conséquences financières potentiellement importantes du fait du manque de liquidité de la zone TIGF actuelle ou en cas de déconnexion avec la zone Sud) et pose diverses questions comme par exemple sur la non discrimination entre les expéditeurs en cas d'écêtements...

Il n'est ainsi pas prouvé que la liquidité ou que l'ouverture de la zone TIGF s'amélioreraient.

A l'inverse, une fusion pure et simple des zones d'équilibrage supprimerait les risques soulignés ci-dessus. EFET souligne d'ailleurs que de telles fusions opérationnelles sur des réseaux appartenant à des opérateurs différents a été réalisable en Allemagne et ne devrait donc pas constituer un frein majeur à une telle opération en France. EFET remarque également que l'ouverture accrue sur la zone Sud (bien qu'encore insuffisante) a suivi une modification de l'allocation des capacités PN=>PS et non une mise à 0 de ce terme tarifaire.

En parallèle, EFET souligne que cette évolution reviendrait à priori à avantager financièrement les acteurs historiques au détriment des nouveaux entrants. En effet, sur la base des données de la CRE, la part de marché au 31/03/10 des nouveaux entrants s'élevait à 21.1% sur le PEG Nord H, 18.3% sur le PEG Nord B, 18.7% sur le PEG Sud... et 8.3% sur le PEG TIGF. Rabaisser le terme tarifaire à 0 entre Sud et TIGF profiterait donc avant tout aux acteurs présents sur la zone TIGF (majoritairement contrôlée par les acteurs historiques). En revanche, le surcoût associé à l'augmentation des termes d'entrée ou de liaison vers les zones plus ouvertes serait donc principalement porté par les acteurs de ces zones, ou les nouveaux entrants sont plus présents.

EFET est extrêmement étonnée de la hausse conséquente des tarifs proposée par GRTgaz (+5.9%), qui suit déjà une précédente hausse de 4% des termes principaux au 01/04/10 et alors qu'il semblait que les tarifs du 01/01/09 seraient fixes pour 4 ans. Le document ne nous semble pas assez détaillé pour analyser les arguments à la base de cette demande (par exemple, la partie liée à des études abandonnées).

EFET souligne cependant qu'une nouvelle hausse sur les PIR risquerait de renforcer les sous-réservations à ces points et réduire les opérations d'arbitrage, nuisant aux flux d'import et donc à la stabilité des prix, en plus de l'effet direct sur les coûts de la molécule importée en France.

Enfin, EFET considère que toute mesure adoptée pour la fusion des zones Sud et TIGF ne doit pas renchérir l'entrée dans le système. D'où l'importance donc de respecter les principes de péréquation des tarifs aux points d'entrée terrestres formulés dans le 3.3.2..

#### **Questions 5 à 13 :**

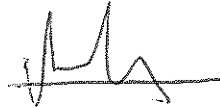
EFET n'est pas en mesure d'apprécier les coûts avancés pour la fourniture des services énoncés.

Par ailleurs aujourd'hui les coûts de flexibilité induits par les utilisateurs du réseau de GRT gaz sont mutualisés à travers le tarif d'accès au réseau entre les utilisateurs. Proposer un service spécifique comprenant une part variable reviendrait donc à assurer un traitement différent

pour chaque centrale, fonction notamment de facteurs tels que sa situation géographique (solicitation par les services systèmes par exemple).

Ce type de traitement nous semble à la fois discriminant et susceptible d'entraîner des distorsions difficiles à apprécier sur le marché Power également.

Veillez recevoir mes salutations distinguées,



Juan Ríos  
Vice - Secrétaire EFET TF France